

Éric Baratay et Jean-Luc Mayaud, eds., *L'animal domestique, XVIe-XXe siècle, Cahiers d'histoire XLII* (3-4), 1997.

Anne-Marie Brisebarre



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/etudesrurales/60>

DOI: 10.4000/etudesrurales.60

ISSN: 1777-537X

Publisher

Éditions de l'EHESS

Printed version

Date of publication: 1 January 2000

Electronic reference

Anne-Marie Brisebarre, « Éric Baratay et Jean-Luc Mayaud, eds., *L'animal domestique, XVIe-XXe siècle, Cahiers d'histoire XLII* (3-4), 1997. », *Études rurales* [Online], 155-156 | 2000, Online since 16 June 2003, connection on 22 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/60> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.60>

This text was automatically generated on 22 September 2020.

© Tous droits réservés

Éric Baratay et Jean-Luc Mayaud, eds., *L'animal domestique, XVIe-XXe siècle, Cahiers d'histoire XLII (3-4), 1997.*

Anne-Marie Brisebarre

En dépit de maints travaux antérieurs isolés, très souvent dus à des amateurs, l'animal est un champ nouveau pour l'historien, constitué dans la décennie quatre-vingt. Dans l'article qui introduit ce numéro spécial des *Cahiers d'histoire*, les deux éditeurs, Éric Baratay et Jean-Luc Mayaud, dressent un bilan de ce champ historiographique qu'ils qualifient de « transversal » et « polymorphe », assez bien développé dans le domaine archéozoologique pour les périodes antique et médiévale, mais encore insuffisamment exploré pour les époques moderne et contemporaine. Ils y retracent les différentes étapes de cette « histoire des animaux » (pour reprendre le titre de l'ouvrage de référence de Robert Delort *Les animaux ont une histoire*, paru en 1984) en analysant les caractéristiques et l'évolution de la production des historiens, ainsi que l'apport des ethnologues et des sociologues et celui de praticiens comme les vétérinaires, entre 1900 et 1996. S'y ajoute un corpus bibliographique de huit cents titres en français (ouvrages et numéros spéciaux de revues) assorti d'un index thématique et d'une indication de la période historique traitée, outil de travail désormais incontournable.

Cependant ce numéro affiche une autre ambition : encourager les historiens et, plus largement, les universitaires et les chercheurs en sciences humaines à développer des études portant sur les rapports entre les hommes et les animaux, tant en milieu rural que dans les villes, pour les périodes récentes.

Les dix articles qui forment le corps de cette livraison témoignent de la richesse et de la diversité de la recherche historique actuelle sur l'animal. Ils traitent tant de l'impact des pratiques d'élevage (accroissement de la taille des animaux ruraux de rente et diminution de celle des chiens d'agrément urbains, émergence de « races » améliorées parmi le cheptel et dans la basse-cour grâce à l'infusion de sang de reproducteurs venus d'autres pays d'Europe ou d'Amérique...) qualifiées de « véritable révolution

zootechnique », aux temps modernes (Frédérique Audouin-Rouzeau), que de la maîtrise et de la domestication de la nature et des animaux dans le jardin zoologique du Parc de la Tête d'Or à Lyon, aux XIX^e et XX^e siècles (É. Baratay).

Certaines espèces animales ont déjà suscité de très nombreux travaux : c'est le cas du cheval dont Daniel Roche reprend l'histoire de l'élevage (en faisant varier les échelles d'analyse, de l'exploitation à la région, de la province au marché national) et souligne la complexité de cet univers (rôle de la noblesse éleveuse et usagère, mais aussi de l'armée...). Le pouvoir des nobles sur le monde animal au XIX^e siècle, symbole de domination sociale, est abordé par Claude-Isabelle BreLOT : ainsi certaines bêtes (chevaux, chiens, mais aussi animaux exotiques) sont en fonction des modes signe de distinction et de luxe, tandis que le bétail, dont le rôle est utilitaire, est l'attribut des domestiques. Ses relations affectives avec les bêtes de compagnie amènent la noblesse à jouer un rôle pionnier dans la protection animale. Les nobles sont en effet nombreux au sein de la Société de protection animale (SPA), née en France en 1845, dont É. Pierre nous montre qu'elle se trouve, dès son émergence, en butte à une critique toujours d'actualité portant sur la compatibilité entre la compassion pour les animaux (zoophilie) et la commisération envers les hommes (philanthropie). Bien que de sensibilités politiques et idéologiques diverses, les premiers militants de la SPA, en majorité urbains, cherchent à lutter contre la violence envers les animaux, pour le perfectionnement moral des hommes et une meilleure rentabilité économique. À partir de 1880 la protection, plus radicale, sera tournée vers l'intérêt de l'animal et se verra accusée d'oublier l'existence de la misère humaine. Au début du XX^e siècle, les dirigeants de la SPA revendiqueront une « haute mission utilitaire et moralisatrice », branche d'une philanthropie nouvelle qui consiste à protéger « les vrais frères de la famille humaine ».

Si les chevaux ont été les premiers bénéficiaires des actions de protection animale, la souffrance des bêtes d'abattoir a aussi retenu l'attention de la SPA. Car le bétail est très présent dans la ville, dès l'Ancien Régime. Olivier Zeller donne ici quelques directions de recherche pour calculer son importance économique par feu, distinguer entre les animaux de rente et les animaux de transport, mettre en évidence la multiplication des animaux familiers dans l'espace privé (à partir des correspondances familiales et des portraits) au moment où des mesures de police sont prises contre les chiens errants ; il tente également de déterminer dans quelle mesure l'urbanisation refoule les animaux à la périphérie des villes.

Olivier Faure, quant à lui, s'interroge sur la représentation que l'on se fait du bétail dans la ville du XIX^e siècle en s'appuyant sur des archives qui révèlent deux attitudes opposées en fonction du type de quartier : si des témoignages prouvent que le bétail fournisseur de lait et de viande était alors considéré comme garant de l'abondance et de la fraîcheur des aliments, on trouve aussi des plaintes concernant des nuisances (bruits, odeurs, crainte de maladies) dues à la présence en ville des étables, des marchés et des abattoirs. La mort des animaux de boucherie, acte violent et sanglant, doit en particulier être moralisée, cachée.

Dans un autre article, Jean-Christophe Vincent reprend le thème de l'abattage à l'époque contemporaine, notamment à propos des nouvelles sensibilités à la souffrance animale à l'intérieur comme à l'extérieur des abattoirs. Ces établissements, classés comme dangereux ou insalubres, doivent être éloignés des habitations et interdits aux profanes. À Lyon, à La Mouche puis à Corbas, au souci de sécurité pour les hommes qui y travaillent (d'où l'adoption précoce du « pistolet d'assomage ») et d'hygiène

s'agissant des viandes s'ajoute l'interdiction des violences inutiles avant ou pendant l'abattage : la pratique de l'abattage rituel, nécessitant la mort du bétail en pleine conscience, soulève des interrogations chez les professionnels des abattoirs comme chez les militants de la protection animale.

Deux autres papiers traitent de la présence du bétail dans les lieux publics, les marchés, et aux concours agricoles, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux. Bernard Garnier a ainsi recensé les très nombreux marchés approvisionnant Paris en animaux de boucherie et de charcuterie du XVII^e siècle au début du XX^e. Empruntant à des documents d'archives il décrit les fluctuations séculaires et saisonnières, les variations des espèces (boeuf, mouton, porc), du bétail et des régions de provenance ainsi que l'accroissement quasi constant des quantités disponibles sur les marchés tant de Paris intra-muros que de la proche banlieue, dits « de campagne ». J.-L. Mayaud confirme cette hausse de la consommation de viande au milieu du XIX^e siècle, qu'il rattache à un ensemble de facteurs (urbanisation, mutation des pratiques alimentaires, augmentation du niveau de vie...). L'élevage n'étant plus un « mal nécessaire » pour fournir de l'engrais, on voit apparaître et s'organiser la « filière viande ». Lors des concours agricoles créés pendant la Monarchie de Juillet, des débats ont lieu portant sur l'élevage et ses nouvelles orientations (amélioration des races par diffusion de reproducteurs sélectionnés et création des herd-books). Mais dans les concours de province, à la fin du XIX^e siècle, la « belle vache » républicaine est indigène et elle supplante le monstrueux boeuf gras, victime d'un engraissement « à l'anglaise » considéré par les protecteurs comme une souffrance infligée au bétail.

Dans sa postface, R. Delort élargit le champ de cette « zoothistoire » à l'ensemble des animaux, domestiques et sauvages, mais aussi à « l'histoire de l'environnement », qu'il soit ou non modifié par l'action de l'homme.

Ce numéro des *Cahiers d'histoire*, qui présente à la fois des pistes méthodologiques et des études de cas très précises, témoigne aussi de la vitalité des recherches historiques lyonnaises, six des auteurs appartenant aux universités de cette ville.